

Des partis éloignés de leurs électeurs

● Selon une étude, les citoyens partagent à peine la moitié des idées défendues par le parti pour qui ils votent.

● PS et CD&V sont les formations les moins en phase avec leur électorat.

● L'immigration, en particulier, met en difficulté les partis de centre et de gauche.

Le bon score des partis libéraux

Ce n'est pas un classement. Il n'y a ni vainqueur ni vaincu. Ni premier ni dernier. A la lecture des chiffres, néanmoins, certains se réjouiront. D'autres s'inquiéteront.

De quoi s'agit-il? Un politologue anversoïse, Christophe Lesschaeve, a établi un indice qui mesure la convergence entre le programme des partis politiques et les aspirations de leur électorat. Pour y arriver, il s'est basé sur les données recueillies lors de l'enquête PartiRep, menée en mai 2014 auprès de 826 électeurs flamands et 702 wallons par des chercheurs de cinq universités – l'UCL, la KUL, l'ULB, la VUB et l'université d'Anvers.

Vingt-trois propositions ont été présentées aux sondés. Pour chacune d'entre elles, ceux-ci devaient se déclarer en accord ou en désaccord. Exemples? Les plus grandes fortunes doivent être plus imposées. Une mère doit pouvoir faire adopter son enfant tout en conservant l'anonymat. En cas de grève à la SNCB, il faut un service minimum. Les centrales nucléaires doivent rester en activité. Un demandeur d'asile arrivé en Belgique en tant que mineur ne peut plus être renvoyé. Il faut s'attaquer

plus durement au téléchargement illégal...

Il était également demandé aux personnes pour quel parti elles avaient voté au scrutin du 25 mai 2014. L'ensemble des réponses ont ensuite été comparées aux positions que défendaient les principaux partis lors de la campagne électorale de 2014. De la sorte, un score global (le "taux de convergence") a pu être attribué à chaque parti, selon que son programme se situe plus ou moins en phase avec les valeurs de ses électeurs.

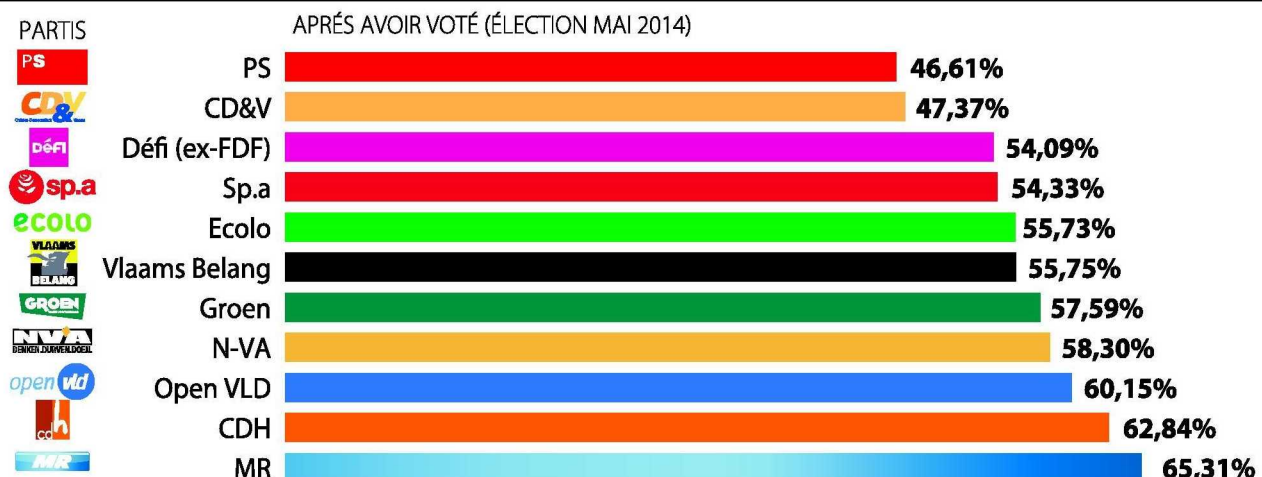
Christophe Lesschaeve apporte toutefois une nuance: "Hormis les vingt-trois sujets sur lesquels on a interrogé les citoyens, d'autres ont eu une influence sur la campagne électorale. De plus, le score de certains partis aurait pu fortement varier si on avait enlevé telle ou telle question."

Les résultats sont toutefois intéressants, car ils révèlent un décalage assez net entre les partis et leurs électeurs. Ces derniers, dans l'ensemble, partagent à peine la moitié des idées défendues par leur parti préféré.

Ce sont les formations libérales, MR et Open VLD, affichent un score plus élevé que les autres (voir *infographie*). En revanche, le PS et le CD&V, les deux grands partis qui ont géré la Belgique au cours du XX^e siècle, sont ceux dont le programme apparaît le plus éloigné de valeurs de leurs électeurs. Le taux de convergence est de 47,4% pour les démocrates-chrétiens flamands, de 46,6% pour les socialistes francophones.

François Brabant

Taux d'adhésion des électeurs au programme du parti pour lequel ils ont voté



Sources : Calculs de Christophe Lesschaeve, Université d'Anvers / Kris Descouwver, Pascal Delwit, Marc Hooghe, Stefaan Walgrave, Pierre Baudewyns, "Décrypter l'électeur", Lannoo,

IPM Graphics

Au PS, la tentation risquée de la dro itisation

Entre les idées défendues par le PS et les valeurs de ses électeurs, l'hiatus est manifeste. Les citoyens qui ont voté socialiste lors du dernier scrutin partagent moins de 50% des idées défendues par le parti à qui ils ont donné leur voix. Voilà pour le constat. Reste à déterminer dans quelle mesure il est alarmant. C'est la question qui préoccupe – et divise les stratèges du boulevard de l'Empereur depuis la défaite électorale de mai 2014. Le débat interne s'est encore intensifié en 2015, à la suite des attentats de Paris et à la crise des réfugiés, qui ont placé les questions de sécurité et d'immigration au centre de l'agenda politique. Or c'est précisément sur ces sujets-là que la tension apparaît la plus forte entre le programme du PS et les préoccupations de ses électeurs, en particulier en Wallonie (région sur laquelle porte l'étude PartiRep, qui n'a pas sondé les Bruxellois).

Confrontés à une population en attente d'ordre et d'autorité, une partie des élus socialistes militent pour que leur parti donne un léger coup de volant à droite. Dans une récente interview au "Vif", Eric Thiébaud, député fédéral et bourgmestre d'Hensies, au sud de Mons, a plaidé pour que le PS muscèle son discours sécuritaire. D'autres, à voix basse, mettent en cause la position "ouverte" du parti par rapport aux migrants. Ils estiment que l'éloignement entre la ligne politique du PS et le ressenti d'une frange de l'électorat est de plus en plus intenable. Ceux-là vou-

draient coller davantage aux craintes de la population wallonne.

Péril en la demeure

"On constate une montée des préjugés à l'égard des migrants, indique Pascal Delwit, politologue à l'ULB, qui a participé à l'étude PartiRep. Deux idées se répandent: ils prennent notre boulot; ce sont des assistés sociaux, donc on paye pour eux. Certains segments des classes populaires salariées, qui votent traditionnellement à gauche, sont sensibles à ce discours-là. Pour le PS et le PTB, il pourrait y avoir péril en la demeure."

Comment contrer la menace? Pour le PS, une possibilité consisterait à droitiser, même légèrement, la ligne du parti. Mais une telle stratégie comporte des risques. "Il y a une règle d'or, avance Pascal Delwit. Un parti ne peut jamais gagner une élection sur autre chose que son core business. On ne verra jamais le PS gagner avec une stratégie qui ne l'amène pas à défendre en priorité les intérêts des classes populaires – l'emploi, la sécurité sociale, le logement... Aujourd'hui, une partie de l'électorat socialiste est apeurée. Le PS pourrait donc décider de faire campagne sur la sécurité. Mais il va jouer sur un terrain qui n'est pas le sien. Et en sport comme en politique, c'est plus difficile de gagner à l'extérieur."

D'après le professeur de l'ULB, le PS ne pourra rebondir que s'il convainc sa base traditionnelle qu'il est, devant le PTB et Ecolo, le meilleur défenseur de

la sécurité sociale. "Si le PS y parvient, ce n'est à la limite pas très grave si certains électeurs pensent que, sur d'autres questions, les idées du parti sont problématiques." Souvent, les électeurs déterminent leur choix en fonction d'un ou deux thèmes. Si un parti répond à leurs attentes sur ce terrain-là, ils peuvent s'accommoder de divergences avec d'autres volets de son programme.

Racisme

Cet aspect a été mis en évidence par le sociologue français Didier Eribon. Dans son livre "Retour à Reims", un classique, il retrace l'évolution de sa ville natale. Le Parti communiste, autrefois puissant, y a été supplanté par le Front national. Le signe d'un basculement des valeurs dans le monde ouvrier? Ce n'est pas

si évident, selon l'auteur, qui insiste sur le caractère déjà prégnant du racisme et de l'homophobie au sein des classes populaires dans les années 1960. Mais à l'époque, les habitants percevaient le Parti communiste comme un rempart social, et ils se souciaient peu de ses positions progressistes sur d'autres sujets de société. La donne a changé après la participation des communistes à des gouvernements de gauche qui ont paru reléguer la question sociale au second plan.

C'est le même danger, peut-être, qui guette à présent le PS en Wallonie: cesser d'être le "maître achat" sur les questions sociales, et s'exposer dès lors aux critiques d'un électorat qui n'adhère pas à ses positions universalistes et cosmopolites.

F.B.

Le CD&V peine à gérer la dilution du monde chrétien

Après le PS, le CD&V est le parti qui apparaît le moins "raccordé" avec son électorat. Celui-ci n'adhère en moyenne qu'à 47% du programme chrétien-démocrate. Ce n'est guère étonnant, si l'on en croit Kris Deschouwer, le politologue de la VUB qui a supervisé l'enquête PartiRep. "Le PS et le CD&V sont les deux partis traditionnels de gestion et de compromis, note-t-il. Les partis qui ont vocation à gérer l'Etat acceptent forcément une certaine distance vis-à-vis de leur électorat. A l'inverse, les partis qui veulent rester le porte-voix direct de leurs électeurs vont éprouver plus de difficultés à accéder au pouvoir."

Kris Deschouwer observe que tant le PS que le CD&V présentent un programme électoral assez étoffé, plus large que les partis libéraux, davantage focalisés sur les seules questions économiques. Cette approche "grand angle" implique un risque: multiplier les points de tension avec certains segments de l'électorat.

Cela dit, la situation que doivent gérer les chrétiens-démocrates flamands n'est pas neuve, ni particulièrement problématique. "En 1950, le CVP, ancêtre du CD&V, totalisait 60% des voix en Flandre, rappelle Pascal Delwit, politologue à l'ULB. Si on avait comparé à l'époque le programme du parti et les valeurs de son électorat, on aurait observé un score encore plus faible qu'aujourd'hui. Le CVP rassemblait alors toute la commu-

nauté des croyants, d'une gauche marquée jusqu'aux confins de la droite radicale."

La fin de la stabilité

Les difficultés actuelles du CD&V sont, de toute évidence, liées à l'érosion que subit son socle premier: la défense du monde chrétien et des institutions qui lui

1950

HISTOIRE PASSEE

L'année où le CVP obtient le meilleur score de son histoire, avec la majorité absolue en Flandre.

sont proches, à commencer par l'enseignement libre. Par le passé, ce combat-là suscitait encore un réflexe très fort auprès de Flamands assez différents les uns des autres. C'est moins le cas désormais. "C'est une complexité nouvelle à gérer tant pour le CD&V que pour le PS, analyse Pascal Delwit. Les questions qui fondent leur core business – la défense du monde chrétien ou de la sécurité sociale – sont plus fluides. Leurs électeurs attachent de l'importance à d'autres thématiques."

La dilution du monde catholique traditionnel condamne-t-elle le CD&V au déclin? Pas forcément, selon Kris Deschouwer. "Il y a dix ans encore, je me serais risqué à un pronostic. Mais les électeurs sont devenus si infidèles... L'avenir du CD&V me paraît imprévisible. Il pourrait perdre la moitié de ses électeurs en 2019 et les regagner au scrutin suivant. Une chute à 10% me semble aussi envisageable qu'un rebond à 30%. La stabilité, c'est fini!"

F.B.